Un an de débâcle sanitaire, ça suffit, prenons nos affaires en main !

Un an après le premier confinement, le scénario catastrophe se répète. L'épidémie continue de se développer, une troisième vague submerge plusieurs régions et un tiers de la population est partiellement reconfinée. Rien d'étonnant puisque depuis un an (!), Macron et son gouvernement n'ont absolument rien engagé afin de mettre en place une politique de santé publique efficace, capable d'inverser la tendance.

Une politique du bâton à sens unique

Pour compenser la vacuité de sa politique sanitaire, Macron s'est engagé depuis un an dans une logique liberticide et coercitive. Un empilement de mesures contraignantes particulièrement sélectives qui s'attaquent aux populations, mais qui épargnent les capitalistes. C'est donc principalement la vie sociale, les loisirs, qui font l'objet d'un confinement durable. On sacrifie la santé physique et psychologique de la population, notamment les personnes les plus précaires, pour faire tourner la machine à profit, en maintenant le plus de monde au travail et à l'école. La dernière mouture de confinement pour 16 départements n'échappe à cette logique.

Mais cette politique du bâton est à sens unique. Aucune mesure coercitive n'a été imposée aux capitalistes, parce que Macron et son gouvernement sont à leur service. Les laboratoires de la Big Pharma continuent d'agir sans aucun contrôle et en véritables « maître du temps ». Se cachant derrière les fameux secrets commercial et industriel, ils imposent leurs délais et leurs rythmes de production, et gardent jalousement leurs brevets, provoquant ainsi une pénurie de vaccins à l'échelle mondiale et des inégalités flagrantes dans leur distribution.

Ils nous mènent droit dans le mur

Explosions des contaminations, sous l'effet des variants, services de réanimations au bord de la rupture dans plusieurs régions, personnels éreintés, déprogrammations d'opérations, transferts de patientEs : tous les ingrédients d'une nouvelle catastrophe sanitaire sont là, parce qu'aucune politique de santé publique n'a été réellement anticipée, élaborée, planifiée depuis le début de cette pandémie.

Pire, en lieu et place des 12 000 lits de réanimation promis par Véran au mois d'août dernier, le gouvernement continue le démantèlement des services de santé, réduisant le personnel et fermant des lits à l'hôpital. Après l'échec des masques, du tester, tracer, isoler, la campagne de vaccination, soumise aux intérêts des laboratoires privés, piétine. Un an après le début de la crise, les capitalistes et ceux qui les servent nous mènent droit dans le mur, et la situation apparaît de nouveau « hors de contrôle ».

Imposons des mesures d'urgence sanitaire

Il n'y a pas de fatalité à cette gestion criminelle de la crise sanitaire. Contrairement à ce que soutient Macron, le virus n'est pas le « maître du temps », car c'est en réalité l'industrie pharmaceutique et la logique de la primauté des profits sur les vies qui imposent leur tempo. Pour inverser la tendance, il faut prendre nos affaires en mains et ne pas laisser Macron et les siens avoir la mainmise sur nos vies.

C'est à nous d'imposer, par notre mobilisation, de véritables mesures de salut public : en priorité, ouvrir des lits en réanimation, embaucher et former massivement des personnels de santé, améliorer les conditions de travail de ces derniers (en répartissant le travail et en augmentant les salaires) et étendre la campagne de vaccination en réquisitionnant l'appareil de production et en exigeant la levée immédiate des brevets sur les vaccins.

LeNPA65, Tarbes, mardi 23 mars 2021